

palestine

BULLETIN DE L'ASSOCIATION BELGO-PALESTINIENNE / WALLONIE-BRUXELLES

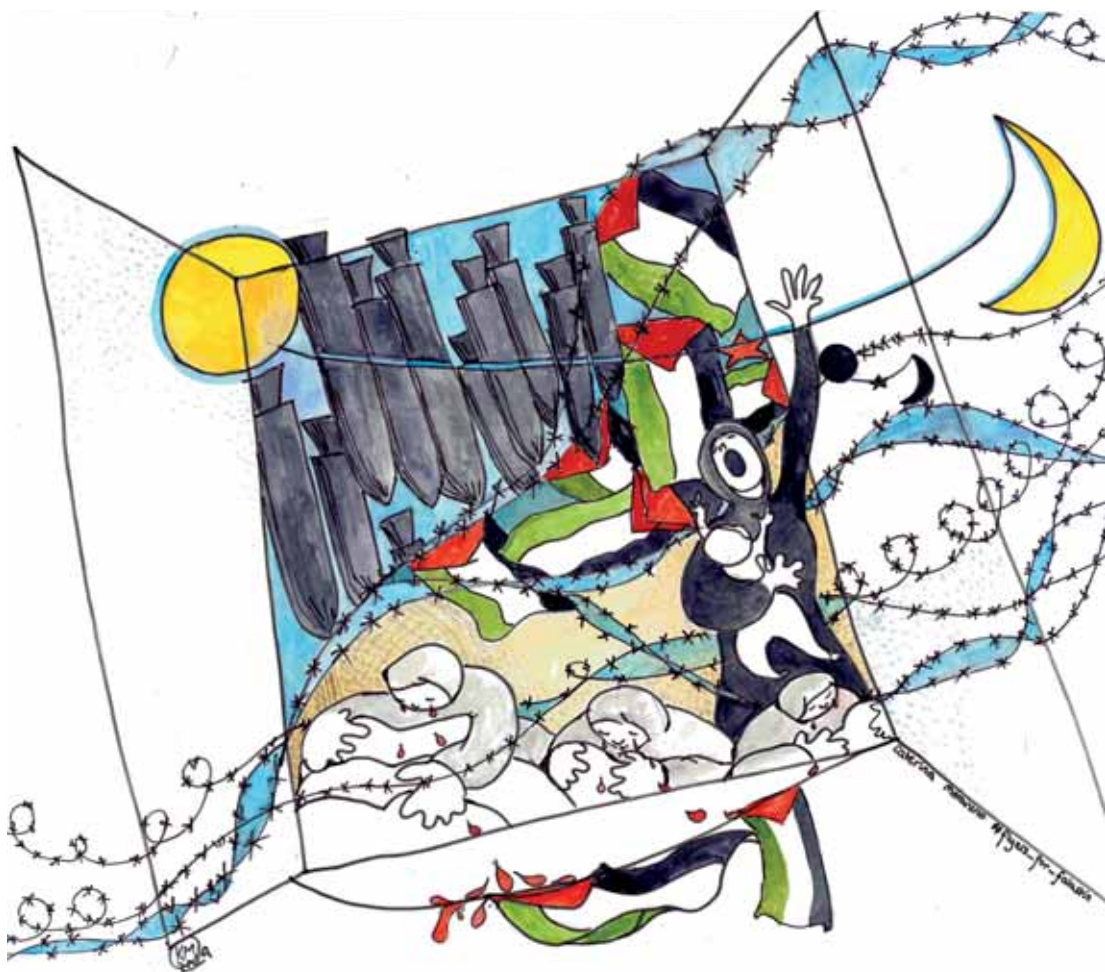


SOMMAIRE

DOSSIER GAZA ET LA MONDIALISATION DE LA SOLIDARITÉ 04

Haro sur l'ONU 20 / Recolonisation de Gaza 24 /

Cour pénale internationale 28 / Alliance USA-Israël 32



/
© Caterina Moranino

▶▶▶▶▶▶▶▶ Palestine n°102

Comité de rédaction Victor B., Marianne Blume, Ouardia Derriche, Zoé Dubois, Nadia Farkh, Pierre Galand, Florian Gillard, Nathalie Janne d'Othée, Gabrielle Lefèvre, Gregory Mauzé et Selma Mellas |

Ont contribué Michel Brouyaux, Didier Fassin, Pascal Hansens, Michel Legrand, Antonin Moriau, Mohammed Sabaaneh et Laurianne Systemans | **Relecture** Ouardia Derriche | **Graphisme** Dominique Hambye

Couverture © Marina Grechanik

Association belgo-palestinienne Wallonie-Bruxelles asbl

Siège social : rue des Palais 154 à 1030 Bruxelles | Tél. 02 223 07 56 | info@abp-wb.be | www.association-belgo-palestinienne.be | IBAN BE35 5230 8083 6037 |

Tout don de plus de 40 euros vous donne droit à une attestation qui vous vaudra une réduction d'impôt de 45% du montant de votre don. Indiquez sur votre virement « don + votre numéro de registre national » (obligation depuis le 1^{er} janvier 2024). | Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

IL S'AGIT BIEN
D'UN

génocide



par Pierre Galand, Président de l'ABP

La dévastation de Gaza et l'extermination de ses habitants... C'est ce que le gouvernement Netanyahu appelle le droit de se défendre. C'est ce que, dès le 9 novembre 2023, l'avocat Gilles Devers, qui nous a hélas quittés le 26 novembre dernier, soutenu par plus de 300 confrères, qualifiait de tentative de génocide et pour laquelle il déposait, au nom de 120 ONGs, une plainte entre les mains du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. C'est ce que va confirmer le 15 décembre suivant la Fédération internationale des droits de l'Homme (FidH). La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 a, elle aussi, publié deux rapports accusant formellement Israël de génocide à Gaza. Ce 5 décembre, enfin, Amnesty International a publié un rapport de 300 pages, fruit de neuf mois d'enquête, qui conclut lui aussi que les crimes commis par l'armée israélienne relèvent bien du génocide.

Comme à son habitude quant à toute critique de la politique israélienne, le Premier ministre Benjamin Netanyahu, déjà appelé à comparaître devant la CPI, qualifiera ces accusations d'antisémites. Il orchestre ainsi une fois de plus la confusion qui lui sert de paravent pour camoufler son objectif d'éliminer tout projet de coexistence entre Israéliens et Palestiniens.

Le soutien inconditionnel des États-Unis et d'une partie de l'UE permet à Netanyahu et à son gouvernement de commettre un génocide et d'accélérer la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem sans subir la moindre sanction

internationale. L'institution onusienne en sortira complètement discréditée.

Les attaques contre le formidable mouvement de solidarité populaire avec la Palestine et les tentatives de certains États et de formations politiques de droite, voire du centre, de délégitimer ses actions pour que cesse le crime des crimes témoignent d'une révoltante injustice et d'une complicité qu'il nous faut dénoncer et combattre.

Mobilisons les forces progressistes pour la fin du massacre. Continuons d'exiger dans le même temps l'accès des secours médicaux et alimentaires d'urgence avec l'UNRWA, le CICR et les ONG internationales.

Obligeons les États membres de l'ONU, dont la Belgique, à reconnaître qu'il s'agit bien d'un crime de génocide et à se conformer aux prescrits de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Soutenons la résistance et, aux côtés des victimes, entreprenons les démarches judiciaires pour faire condamner toutes les formes de complicité avec l'État génocidaire. Réaffirmons, enfin, l'importance du mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS).

Notre combat en faveur du respect des droits fondamentaux du peuple palestinien s'inscrit aujourd'hui dans la grande histoire des luttes anticoloniales, contre l'apartheid et pour l'émancipation des peuples.

/
Manifestation à Bruxelles,
20 octobre 2024
© abukareemtube



GAZA ET LA MONDIALISATION de la solidarité



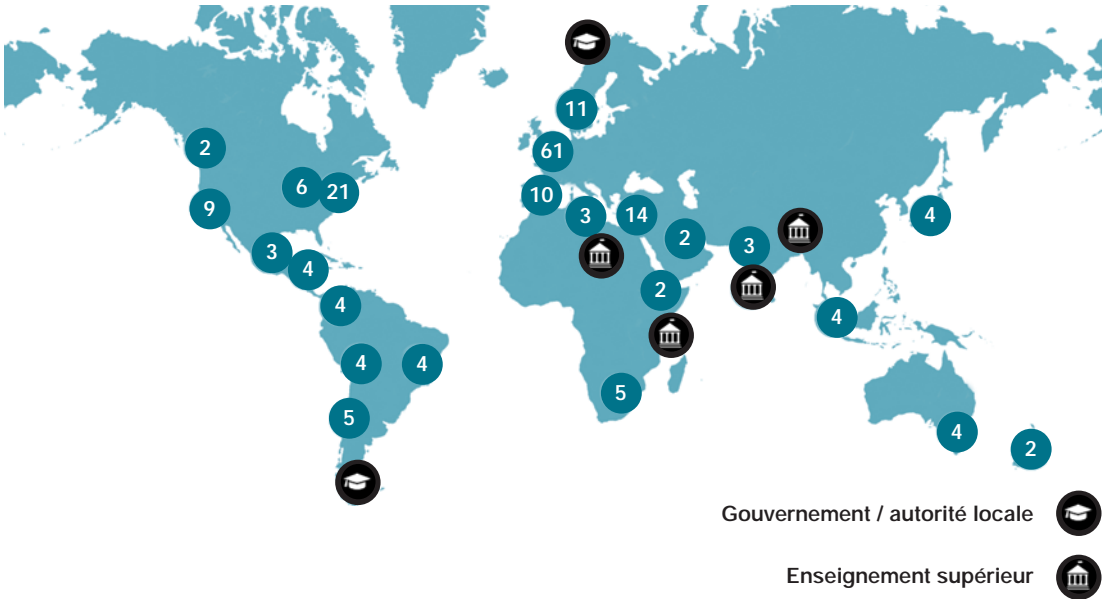
70000! En se mobilisant plus massivement que jamais dans les rues de Bruxelles le 20 octobre dernier pour la 7^e marche nationale pour un cessez-le-feu, les participants ont envoyé un message vibrant de soutien aux victimes de la barbarie coloniale israélienne. Passée la fugace satisfaction d'avoir été « du bon côté de l'Histoire », revient pourtant inlassablement l'amère sensation d'impuissance. Un schéma qui se reproduit après chaque « petite victoire » des militants solidaires à travers le monde, cependant que la machine génocidaire poursuit implacablement son œuvre sur place.

Si les initiatives visant à mettre fin à l'impunité d'Israël foisonnent (page 6), observer celles du Sud global nous permet d'y apercevoir en miroir nos propres limites (page 7).

Chez nous, les activistes sous-estiment parfois l'impact sur eux-mêmes d'un tel engagement prolongé contre des forces qui les dépassent. De l'usure de compassion au *burn-out* militant, les effets sur la santé mentale et, par voie de conséquence, sur l'efficacité de la lutte elle-même, peuvent être redoutables (page 9).

Ce sentiment de se « battre contre des moulins à vent » ne peut être dissocié de la véritable crise d'humanité qui semble frapper le grand public, pour laquelle les médias dominants portent une responsabilité écrasante (page 16).





Cartographier la solidarité

L'Institut palestinien pour la diplomatie publique –PIPD– a développé une carte interactive qui met en évidence les actions concrètes, confirmées par les gouvernements, les autorités locales, la société civile, le secteur privé, les tribunaux et les universités, pour demander des comptes aux entités et aux intérêts coloniaux israéliens.

La lutte contre le colonialisme et l'impunité israéliens est en cours depuis des décennies ; cette carte se concentre sur les actions entreprises depuis octobre 2023, à la lumière de l'attention internationale renouvelée pour la lutte palestinienne. Son objectif est de suivre les entités qui assument leurs responsabilités, afin d'accroître la pression pour mettre fin au génocide et à la Nakba continue.

- Ainsi, cet outil rassemble plusieurs types d'initiatives :
- > Couper ou réduire les liens diplomatiques, économiques et militaires avec le régime ; israélien, son secteur privé et ses institutions ;
 - > Désinvestir des entreprises et des fonds impliqués dans l'apartheid israélien ;
 - > Imposer des sanctions aux colons et à leurs organisations ;
 - > Provoquer des pertes financières chez les entreprises complices par le biais de boycotts.

Mis à jour chaque semaine, l'outil «Global Accountability Map» est disponible sur ce lien <https://www.thepipd.com/resources/accountability-map/>



The Palestine Institute for Public Diplomacy



CONTRAIREMENT AU DISCOURS HUMANITAIRE SOUVENT PRIVILÉGIÉ PAR L'OCCIDENT, LE SUD GLOBAL MET EN AVANT LES THÈMES DE JUSTICE, DE LUTTE ANTICOLONIALE ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.

crucial. La Bolivie, le Chili, la Jordanie et même les Maldives ont par ailleurs directement soutenu ce procès. En parallèle, l'Algérie a joué un rôle clé au Conseil de sécurité de l'ONU en rédigeant des résolutions condamnant Israël et appelant à un cessez-le-feu immédiat. De nombreuses plaintes ont également été déposées auprès de la Cour pénale internationale (CPI) par divers gouvernements comme ceux de l'Algérie, du Mexique, du Bangladesh et de Djibouti, dénonçant des crimes de guerre.

L'OCCIDENT FACE À SES PROPRES CONTRADICTIONS

Les initiatives juridiques et politiques menées par des pays du Sud mettent en lumière les incohérences des États européens et occidentaux face au génocide en cours à Gaza. Le procès intenté par le Nicaragua contre l'Allemagne devant la CIJ pour son soutien militaire à Israël illustre la volonté de responsabiliser les puissances occidentales, élargissant le champ des coupables au-delà d'Israël. En janvier 2024, le gouvernement namibien a rappelé à l'Allemagne les leçons non tirées de son propre génocide contre le peuple namibien au début du XX^e siècle : « *L'Allemagne ne peut pas exprimer moralement son engagement envers la Convention des Nations Unies contre le génocide tout en soutenant l'équivalent d'un holocauste et d'un génocide à Gaza.* »

Pour les populations du Sud global, ces contradictions s'inscrivent dans une longue liste de décalages entre les discours sur les droits humains et les actions des États occidentaux, notamment sur les crises climatiques et migratoires. Contrairement à sa réponse unanime à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Union européenne s'est montrée incapable d'adopter une position commune sur la crise à Gaza. Les divisions internes concernant la condamnation

d'Israël et l'appel à un cessez-le-feu ont révélé l'incapacité de l'UE à s'imposer comme un acteur global cohérent, renforçant les doutes sur son leadership moral et politique.

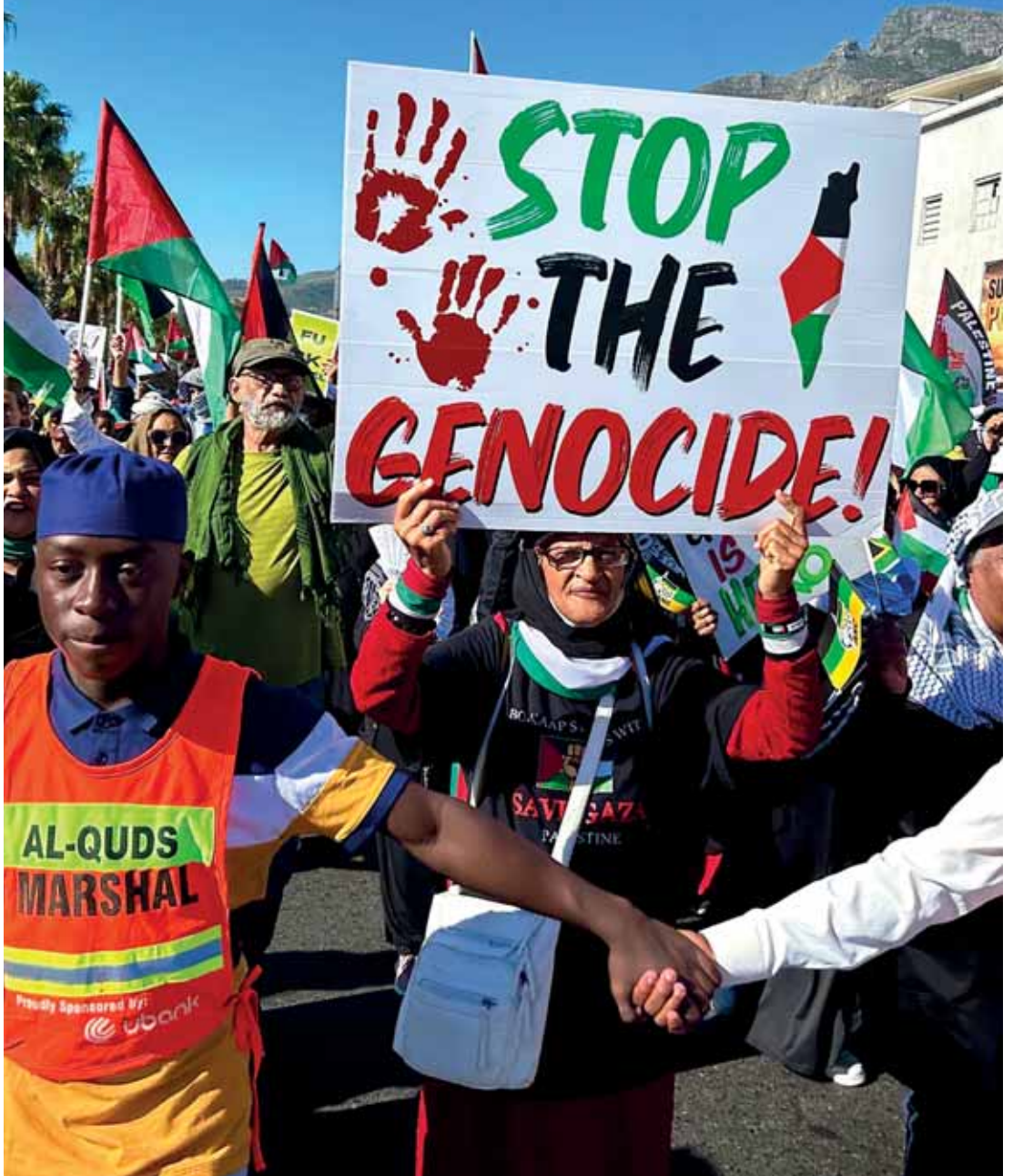
RÉÉCRIRE LES RÉCITS, REPENSER LES RELATIONS INTERNATIONALES

Face au « vide normatif » laissé par l'Occident, les acteurs du Sud global ne se contentent pas d'agir sur les plans diplomatique et juridique : ils s'efforcent également de redéfinir le récit dominant autour de la Palestine. Contrairement au discours humanitaire souvent privilégié par l'Occident, le Sud global met en avant les thèmes de justice, de lutte anticoloniale et de solidarité internationale, repositionnant ainsi la cause palestinienne comme une question fondamentale de droits humains et de résistance à l'oppression.

Les mobilisations croissantes du Sud global en faveur du peuple palestinien reflètent un changement plus large dans l'ordre international. Inspiré par le concept de « monde multiplexe » d'Amitav Acharya, ce mouvement témoigne d'une redistribution du pouvoir, où des acteurs jusque-là marginalisés revendiquent un espace pour interagir d'égal à égal avec les grandes puissances. La réalité d'occupation et de génocide en Palestine est ainsi devenu un théâtre où se joue une réorganisation de l'ordre mondial, les nations du Sud global affirmant leur capacité à remodeler un système longtemps dominé par l'Occident.

En amplifiant leurs voix et en mobilisant des outils juridiques et diplomatiques, ces pays s'engagent pour un monde plus équitable et solidaire. Si le chemin reste semé d'embûches, la solidarité croissante des peuples et des gouvernements du Sud offre un espoir tangible pour un avenir fondé sur la justice et la dignité humaine.

/
Manifestation à Cape Town
(Afrique du Sud),
25 mai 2024
© Matthew Hirsch





/ © The quint

personne» nous a-t-on pourtant inlassablement répété en cours d'Histoire dès notre plus jeune âge à propos des horreurs de la Seconde Guerre mondiale.

Rien d'étonnant donc de constater le bouleversement émotionnel chez celles et ceux qui militent pour arrêter le massacre. Le concept de blessure morale explique bien le phénomène. Le terme décrit la détresse psychologique touchant les individus qui n'empêchent pas, ne peuvent empêcher ou sont témoins d'actes qui contredisent ou violent leurs valeurs morales profondément ancrées. Le mécanisme se déclenche dans des situations où les acteurs trahissent leurs principes éthiques ou sont impuissants devant leur trahison par d'autres.

Dans le cas du génocide en cours, les militant-es pro-Palestine le ressentent d'une part, parce qu'ils et elles se sentent incapables d'agir directement de la manière qu'ils jugent la plus juste (mettre fin à un nettoyage ethnique) – ce qui peut être

vécu comme un échec moral ; et d'autre part, parce qu'ils et elles se sentent trahis par des institutions qu'ils et elles jugeaient relativement dignes de confiance et légitimes sur le plan éthique (les organisations et le droit internationaux, leurs gouvernements dits démocratiques, etc.). Ils et elles peuvent également avoir le sentiment d'être complices dans ces violations, par exemple quand l'argent de leurs impôts sert directement à financer l'armement de l'État d'Israël. Et aucune étape dans l'entreprise génocidaire de ce dernier ne semble constituer une ligne rouge à ne pas franchir.

Le traumatisme vicariant ou stress traumatique secondaire

« Ces morts et ces blessés sur les vidéos, ça aurait pu être moi, mon enfant, ou ma famille. » Face au flot de scènes graphiques et déchirantes qui nous parviennent en continu de Gaza, ne nous sommes-nous pas déjà tous fait cette réflexion ?



/

© Fortune.com

Ce phénomène illustre parfaitement le concept de traumatisme vicariant, ou stress traumatique secondaire. Le terme fut d'abord introduit dans les années 1980 pour caractériser la manière dont les enfants témoins de violences peuvent en être affectés sans en être les victimes directes. Il fut ensuite étendu aux recherches sur l'exposition secondaire des adultes aux traumatismes de tierces personnes – particulièrement celles qui occupent des professions à but social.

Le traumatisme vicariant fait référence à l'internalisation de la souffrance des autres et de l'expérience traumatique d'autrui. Il se crée à travers une connexion empathique formée entre la victime des souffrances et les personnes qui en sont témoins ou qui tentent de secourir la victime.

De par la nature de leur engagement et leur travail, les militant-es pro-Palestine – comme bon nombre de militant-es des droits humains – développent souvent des niveaux d'empathie élevés et sont donc plus enclins à cette

« contagion émotionnelle ». Le concept de traumatisme vicariant explique donc pourquoi les adhérent-es à la cause, incapables de détourner le regard face à la violence extrême et incessante qui transparait des images et des informations en provenance de Palestine, se retrouvent également dans un état de vulnérabilité voire de détresse émotionnelle. La souffrance du peuple palestinien est internalisée au point où leur système nerveux la traite presque comme s'il s'agissait de la leur, pouvant mener à des troubles tels que l'anxiété ou la dépression.

Des études montrent que ce phénomène est exacerbé par une exposition fréquente à du contenu sensible sur les réseaux sociaux. Ceci est particulièrement pertinent dans le cas du génocide palestinien, « le plus documenté de l'Histoire ». En effet, la population gazaouie persécutée partage sa réalité de façon extensive en ligne sous forme de témoignages et de contenu audiovisuel, auxquels nous sommes exposés 24h sur 24.

|| DE PAR LA NATURE DE LEUR ENGAGEMENT ET LEUR TRAVAIL, LES MILITANT·ES PRO-PALESTINE – COMME BON NOMBRE DE MILITANT·ES DES DROITS HUMAINS – DÉVELOPPENT SOUVENT DES NIVEAUX D'EMPATHIE ÉLEVÉS ET SONT DONC PLUS ENCLINS À LA “CONTAGION ÉMOTIONNELLE”. ||

MAIS QUELS SONT LES RISQUES D'UN TEL MÉCANISME PSYCHIQUE ?

De l'usure de compassion...

Au bout de plus d'un an de génocide, certain-es d'entre nous auront peut-être remarqué une baisse dans l'intensité de la mobilisation et l'engagement, ne fût-ce que sur les réseaux sociaux. Moins de stories Instagram informant sur le sort des Palestiniens, moins de dons financiers pour les cagnottes des Gazaoui-es qui tentent de survivre en faisant appel à la solidarité internationale, etc.

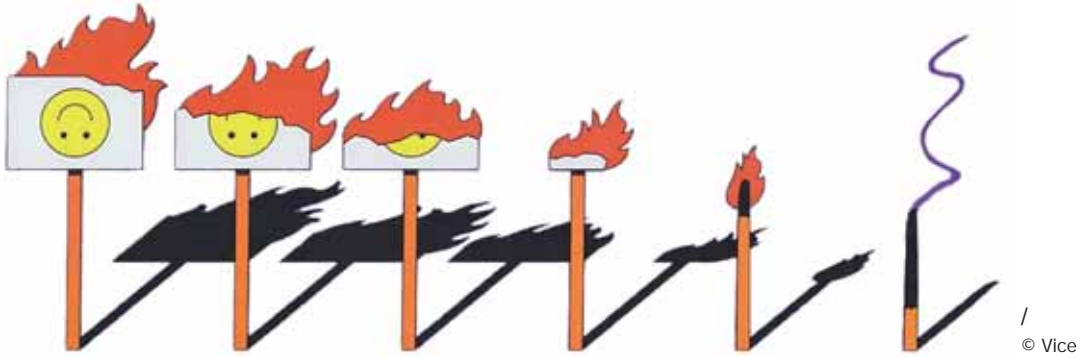
Cette désensibilisation, cette normalisation peut être partiellement expliquée par le concept de fatigue de compassion, un épuisement émotionnel dû à une exposition prolongée à la souffrance et aux traumatismes d'autrui. Cette tendance découle d'un engagement empathique avec l'expérience traumatique des autres qui dure dans le temps, qui finit par diminuer la capacité des acteurs à pleinement s'investir émotionnellement.

D'où l'importance pour les militant.es d'essayer de prendre soin d'eux-mêmes et de leur propre bien-être afin de continuer à soutenir le peuple

palestinien de façon investie et optimale. Un parallèle remarquable avec la métaphore du masque à oxygène dans un avion : impossible d'aider les autres passagers en cas d'urgence sans avoir enfilé le sien auparavant, au risque de sombrer. Impossible de donner de l'énergie quand on en est soi-même vidé.

...Au *burn-out* militant

L'incapacité à maintenir un équilibre sain entre engagement et détachement au risque de s'écrouler nous renvoie à la notion de *burn-out* militant : une incapacité à être indulgent envers soi-même en priorisant les besoins des autres au détriment des siens. Une exposition aussi élevée à ces niveaux de stress mène à un épuisement physique et émotionnel – l'activiste se sent vidé-e de toute énergie sans aucune source de réalimentation ; un cynisme exacerbé – l'activiste a une vision négative de ses collègues, de ses camarades et d'autres éléments liés au travail militant ; et un sentiment d'accomplissement diminué – l'activiste a l'impression que son travail militant ne sert et ne mène à rien (particulièrement



dans un contexte où l'action des gouvernements occidentaux ne semble pas être en faveur du peuple palestinien).

Ce refus de lever le pied avant qu'il ne soit trop tard découle souvent d'un sentiment de culpabilité lié aux privilèges dont nous jouissons : « *comment puis-je dormir alors que les Gazaoui-es passent leurs nuits sous les bombes ?* », « *comment puis-je me détendre dans un bon restaurant alors que le nord de Gaza meurt de faim ?* ». En somme, comment s'accorder des moments de répit quand les Palestiniens manquent de tout ce dont l'on peut jouir, et ce à tout instant ?

Mais paradoxalement, les psychologues s'accordent à dire que le fait de sans cesse repousser les démarches de *self-care* ne fait qu'accélérer la course vers le *burn-out* militant. En effet, le fait de négliger ses besoins tout en faisant constamment face à la souffrance immense de tout un peuple inonde le système nerveux d'hormones de stress (l'adrénaline durant des moments d'action ponctuels n'ayant pas vocation à se libérer dans le corps sur de longues périodes). Cela mène au mieux à l'épuisement compassionnel, au pire au *burn-out*. Inutile de dire que dans cet état, les conditions sont loin d'être idéales pour mener un travail militant efficace.

Quelles solutions ?

Au regard de ce qui précède, il convient de voir, en tant que militant-e, son énergie émotionnelle et empathique dans le travail militant comme une réserve qui doit viser à durer sur un temps long et qui n'est pas illimitée. Apprendre à sonder le niveau de cette réserve à chaque instant et à identifier les moments où elle semble s'épuiser et ceux où elle a besoin d'être rechargée paraît être un bon compromis. De cette manière, les alliés pro-Palestine impliqués dans cette lutte de longue haleine assurent la durabilité de leurs efforts ainsi que leur résilience – dans le but, toujours, de mieux soutenir ceux et celles pour qui ils et elles se battent.

En pratique, ce principe viserait par exemple à reconnaître les signes précoces du stress traumatique secondaire ou de la fatigue de compassion, puis de s'efforcer immédiatement de rétablir un équilibre psychique – avec l'aide d'un professionnel de la santé mentale si nécessaire.

Avec ce changement de perspective, la régulation émotionnelle devient ainsi un acte politique et un investissement militant sur le long terme.

Qu'en est-il des militant.es palestinien.nes de la diaspora ?



Sujets eux aussi aux maux évoqués précédemment (particulièrement le stress traumatique secondaire, à la différence notable qu'eux assistent à distance à l'extermination de leur propre peuple), les militants palestiniens exilés en Occident font face à des défis supplémentaires.

CULPABILITÉ DU SURVIVANT

Cette notion décrit un phénomène psychologique où un individu ressent une culpabilité extrême à l'idée d'avoir survécu à une catastrophe alors que d'autres (en l'occurrence, ses semblables) y ont péri ou de s'en être sorti indemne tandis que d'autres en ont été profondément affectés. Dans ce cas-ci, les militant.es palestinien.nes de la diaspora peuvent se sentir mal d'assister au nettoyage ethnique de leur communauté, leurs amis, leur famille depuis l'étranger ; ou se sentir coupables de jouir de plus de confort que leurs pairs restés en Palestine. Il peut en découler une angoisse à l'idée de ne pas en faire assez pour mettre un terme à cette souffrance, et ce malgré l'investissement massif sur tous les fronts du militantisme.

TRAUMA INTERGÉNÉRATIONNEL ET SYNDROME POST-TRAUMATIQUE COMPLEXE

Il est important de souligner que la diaspora palestinienne est l'héritière d'une longue série de traumatismes intergénérationnels dus aux déplacements forcés, à l'exil, à la persécution et

à la guerre. Le génocide en cours depuis un an n'est pas un élément totalement neuf dans la conscience et l'histoire traumatique de ce peuple et s'inscrit dans une longue série d'épisodes qui s'accumulent et interagissent. Pour les militant.es palestinien.nes vivant à l'étranger, il peut donc réactiver des traumatismes du passé et favoriser la réémergence de troubles mentaux précédemment dépassés – d'autant plus s'ils ont vécu en Palestine à un moment de leur vie et y ont connu la guerre. C'est dans ce cadre que l'on parle de syndrome post-traumatique complexe : à la différence d'un syndrome post-traumatique normal qui ne découle que d'un événement ponctuel, le syndrome post-traumatique complexe est le résultat d'épisodes traumatisants multiples qui se répètent et persistent sur le long terme.



Si vous êtes un.e militant.e palestinien.ne réfugié.e en Belgique et que vous ressentez le besoin d'avoir recours aux services d'un professionnel de la santé mentale, *Exil* est un organisme qui apporte une aide psychologique aux personnes exilées (et aux palestiniennes particulièrement en ce moment).

<https://platformbxl.brussels/fr/besoin-daide/sante-mentale/exil>
0493 88 61 27
bld@dispensairesocial.be





/
© Dall-E

que n'ont pas fait nombre de médias occidentaux, particulièrement dans le domaine audiovisuel, mais la presse écrite n'a pas été épargnée, comme l'ont montré plusieurs enquêtes. Ils ont largement repris, notamment pendant les premiers mois de la guerre, les récits des autorités israéliennes, eux-mêmes souvent adoptés par les gouvernements occidentaux qui, presque immédiatement, ont donné les éléments de langage qui devaient être employés et mis en œuvre une politique prohibant la critique des opérations menées à Gaza.

Le conflit a été systématiquement désigné par l'expression « guerre Israël-Hamas », et ce, alors même que les responsables politiques et militaires israéliens ont annoncé dès le départ qu'il s'agissait de détruire Gaza et de punir toute sa population. Cette formulation permettait

de justifier les représailles israéliennes puisqu'il s'agissait d'en finir avec un groupe qualifié de terroriste. De la même manière, toute évocation du conflit par les médias devait en faire la conséquence de l'attaque du 7 octobre, souvent qualifiée de pogrom, sans jamais évoquer ce qui s'était passé avant cette date. L'incursion sanglante était bien sûr l'événement déclencheur, mais elle était elle-même la réponse à trois quarts de siècle de dépossession des terres palestiniennes, de plus de sept décennies d'occupation, d'oppression et d'humiliation, et pour la bande de Gaza, de seize années d'un blocus asphyxiant les habitants dont les protestations pacifiques avaient été réprimées en faisant des centaines de morts et des milliers de mutilés. La rhétorique de ces médias effaçait ainsi l'histoire de la Palestine.

|| DANS LA PLUPART DES MÉDIAS QU'ON APPELLE *MAINSTREAM*, LE LANGAGE UTILISÉ PAR LES JOURNALISTES A FAIT L'OBJET D'UNE SURVEILLANCE STRICTE ET D'UNE CENSURE RIGIDE. ||

DES DIFFÉRENCES FLAGRANTES DE TRAITEMENT

Mais elle manifestait également un manque d'empathie à l'égard des Palestiniens. Un différentiel d'humanisation s'est opéré entre les victimes de part et d'autre du conflit. Les journalistes étrangers s'attardaient, par des témoignages émouvants, sur le traumatisme vécu par les Israéliens, les protestations des familles d'otages, le désarroi des habitants du nord du pays devant se réfugier dans des abris anti-aériens ou même quitter leur logement pour éviter les tirs de roquettes. À l'inverse, des deuils des familles décimées dans les bombardements, des souffrances des mères dénutries ne pouvant allaiter leurs nouveau-nés, des douleurs des blessés par des tirs, amputés sans anesthésie, des tourments des enfants spectateurs de la mort de leurs proches, on ne savait presque rien, car on ne recueillait pas leurs récits. La raison donnée pour expliquer cette compassion sélective était l'impossibilité de se rendre à Gaza. Mais des médias indépendants, eux, parvenaient à entrer en contact avec des journalistes palestiniens qui risquaient leur vie pour faire leur travail, donner à entendre la voix des habitants et révéler le tragique de leur quotidien entre cadavres et décombres.

Il ne fallait donc pas exposer les épreuves extrêmes vécues par les Palestiniens, le dénuement absolu, la famine provoquée, le désespoir indescriptible face à la mort omniprésente et à la destruction massive, car le risque était de susciter une sympathie pour leur cause.

Il ne fallait pas non plus montrer les tanks tirant sur les foules affamées se précipitant vers des lieux d'approvisionnement, les vidéos montrant les soldats se réjouissant des sévices qu'ils font subir aux civils et des explosions qu'ils provoquent dans les quartiers résidentiels, les reportages sur les tortures subies par les prisonniers palestiniens diffusés sur les chaînes de télévision israéliennes pour satisfaire le désir de vengeance de leur public. Il ne le fallait pas car la cruauté manifestée aurait risqué de nuire à l'image de la société israélienne.

Un fait est à cet égard révélateur. Lors de l'opération menée par l'armée israélienne pour libérer quatre otages dans un camp de réfugiés, la presse internationale a longuement commenté l'heureux événement, en oubliant souvent de mentionner que l'intervention avait causé la mort de 274 hommes, femmes et enfants et fait 700 blessés, presque tous des civils, et était connue en Palestine comme le massacre de Nuseirat.

LE TRAVAIL DES RÉDACTIONS

En réalité, ce traitement inégal de l'information résultait de politiques éditoriales. Dans la plupart des médias qu'on appelle *mainstream*, le langage utilisé par les journalistes a fait l'objet d'une surveillance stricte et d'une censure rigide. Aux États-Unis, une enquête menée durant les six premières semaines de la guerre dans les trois plus importants quotidiens du pays montre que, rapporté au nombre de décès de chaque côté, il était seize fois plus souvent question des Israéliens que des Palestiniens, et que le mot « horrible » était employé neuf fois plus souvent pour évoquer la mort des premiers que celle des seconds, le mot « massacre » trente fois plus et le mot « tuerie » soixante fois plus. Des consignes étaient d'ailleurs données par les rédactions, et dans l'un de ces grands journaux, une note de service demandait aux reporters d'éviter les expressions « territoires occupés » et « camps de réfugiés », qui rappelaient une histoire qu'il s'agissait d'occulter, de ne pas évoquer un « génocide » ou un « nettoyage ethnique », termes proscrits, et même de réserver le mot « Palestine » à de très rares occurrences.

En France, des journalistes m'ont confié les pressions qu'ils subissaient de leur rédaction, les multiples relectures et réécritures qu'on leur imposait, les chartes qu'ils devaient respecter, l'ajout dans les chapeaux des articles du mot « terroriste » pour qualifier le Hamas, l'évitement des termes « génocide », « apartheid » et « colonial », l'exclusion des voix « critiques » de la politique israélienne. Par souci de ce qu'on qualifiait de « neutralité », tout entretien ou commentaire rappelant le droit international devait avoir en regard un point de vue justifiant la politique israélienne, comme si l'un et l'autre avaient la même légitimité. Des phénomènes similaires, et souvent même des biais plus marqués encore, ont été rapportés en Allemagne, en Grande-Bretagne, et dans d'autres pays européens.

POLICE DE LA PENSÉE

Comment expliquer la police de la pensée qui a ainsi été imposée à travers la prescription d'un lexique et d'une interprétation officiels et la réduction de la critique au silence par le double jeu de la censure et de l'auto-censure ? Les raisons en sont multiples. Il y a d'abord une crainte, ouvertement exprimée en interne, de l'accusation d'antisémitisme par des institutions communautaires, voire par le gouvernement lui-même, alors que la mémoire du génocide des Juifs d'Europe continue d'être fortement mobilisée. Il y a ensuite une sympathie répandue à l'égard de l'État d'Israël, identifié au destin d'un monde longtemps qualifié de judéo-chrétien, dont il est présenté comme le bastion dans un Moyen-Orient imprédictible. Il y a enfin, à l'inverse, une méfiance héritée des temps coloniaux contre les Palestiniens dans un contexte global de racisme anti-musulman et anti-arabe qui se double dans leur cas d'une association à l'image du terrorisme. La partialité des médias en faveur d'Israël n'est, du reste, pas nouvelle.

Les journalistes ont une forte propension à porter un regard réflexif sur leur métier. Avec le recul du temps, ils ne manqueront pas d'engager un travail critique – et certains l'ont déjà fait – sur leurs partis pris après le 7 octobre. Ils comprendront alors que les médias ont activement contribué à la légitimation de la destruction de Gaza et de sa population.

* professeur au Collège de France et à l'Institute for Advanced Study de Princeton, auteur de « Une étrange défaite. Sur le consentement à l'écrasement de Gaza » (La Découverte)

Article original paru dans *Le Soir*
le 16 novembre 2024



/
Le bureau de l'agence
de l'ONU pour l'aide aux réfugiés
palestiniens, UNRWA,
partiellement démolé lors de l'opération
de l'armée israélienne dans le camp
de réfugiés de Nur Shams en Cisjordanie,
à Tulkarem, 31 octobre 2024

© Nasser Nasser

adressé une lettre de plainte à Antonio Guterres, suite à un rapport sur le droit à l'alimentation, dans lequel il affirme qu'Israël commet un génocide par la famine : d'après Danon, il s'agit d'un rapport antisémite honteux qui encourage l'incitation à la haine contre l'État d'Israël.

Évidemment, selon Israël, sont antisémites les personnalités dans le sillage de l'ONU, qui font état des crimes d'Israël. C'est ainsi que, fin octobre 2024, Israël a réclamé la démission de Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, parce que, dans un nouveau rapport, elle souligne qu'Israël mène une campagne de génocide contre les Palestiniens.

Et l'attaque est virulente : *« Une nouvelle fois, l'ONU a déroulé le tapis rouge à l'une des personnalités les plus antisémites de l'Histoire moderne »*, écrit sur X l'ambassadeur israélien à l'ONU, Danny Danon.

Dans la foulée, la CPI est attaquée. Dans son discours du 27 septembre 2024, Netanyahu déclare : *« Et compte tenu de l'antisémitisme qui règne à l'ONU, personne ne devrait être surpris que le procureur de la CPI, l'un des organes affiliés à l'ONU, envisage d'émettre des mandats d'arrêt contre moi et le ministre israélien de la Défense, les dirigeants démocratiquement élus de l'État démocratique d'Israël. La précipitation du procureur de la CPI à juger, son refus de traiter Israël et ses tribunaux indépendants de la même manière que les autres démocraties, est difficilement explicable par autre chose que de l'antisémitisme pur et simple. »* Maintenant que les mandats d'arrêt ont été lancés, il parle d'une décision antisémite comparable « à un procès Dreyfus ».

ANTISÉMITES, TERRORISTE OU LES DEUX À LA FOIS

L'UNRWA, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Moyen-Orient, a toujours été la cible privilégiée d'Israël qui veut sa disparition pour faire disparaître les réfugiés. Après une longue campagne de dénigrement, fin octobre 2024, le parlement israélien a voté une loi interdisant sur le territoire israélien les activités de l'UNRWA, déclarée organisation terroriste. Les accusations sont habituelles : l'UNRWA protégerait des « terroristes » du Hamas ; elle enseignerait dans ses écoles la haine des Juifs et d'Israël ; ses bâtiments serviraient au choix de caches d'armes, de quartiers généraux du Hamas ou de base de lancement de roquettes ; ses ambulances transporterait des militants, etc. Sans oublier que, d'après Israël et sans preuves, quelque 450 de ses employés seraient du Hamas et que douze (neuf ?) d'entre eux auraient participé à l'attaque du 7 octobre. Pour l'un des auteurs des propositions de loi, *« l'UNRWA est une organisation terroriste et le Hamas en fait partie intégrante »*. Et voilà donc une institution onusienne qualifiée sans ambages de terroriste.

Si l'organisation est terroriste, son Commissaire général Philippe Lazzarini est, d'après un porte-parole du gouvernement israélien, un *« sympathisant terroriste »*. Mais plus encore, c'est un *« un complice de l'assassinat des Juifs »*³. Lazzarini, antisémite ?

En décembre 2023, suite à son appel lancé devant le Conseil de sécurité en faveur d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza, Antonio Guterres avait été accusé par le ministre des Affaires étrangères israélien de soutenir l'organisation « terroriste » du Hamas. Quant à Danny Danon, il avait dit en novembre 2023 : *« Parfois, je ne sais plus s'il est le porte-parole de l'ONU ou celui du Hamas »*. Guterres, terroriste après avoir été traité d'antisémite ?

II POUR S'ÊTRE DIT SCANDALISÉ PAR LA MORT D'EMPLOYÉS DE L'ONU DANS UNE FRAPPE ISRAËLIENNE SUR LA BANDE DE GAZA, JOSEP BORREL, LE CHEF DE LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE, A ÉTÉ QUALIFIÉ D'«ANTISÉMITTE» PAR LE MINISTRE ISRAËLIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ISRAËL KATZ. II

Et l'on peut devenir antisémite par ricochet. Pour s'être dit scandalisé par la mort d'employés de l'ONU dans une frappe israélienne sur la bande de Gaza, Josep Borrel, le chef de la diplomatie européenne, a été qualifié d'«antisémite» par le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz.

DES ATTAQUES VERBALES AUX ATTAQUES ARMÉES

Depuis le début de l'offensive contre Gaza et avant la loi interdisant l'UNRWA, Israël a détruit dans la bande de Gaza de nombreux bâtiments de l'UNRWA, que ce soient des écoles, des dispensaires, des entrepôts, des cantines ou même le centre administratif : en septembre de cette année, on comptait plus de 190 locaux de l'UNRWA endommagés ou détruits. De plus, Israël a visé les travailleurs humanitaires : au moins 249 employés de l'UNRWA ont été assassinés, la plupart du temps dans l'exercice de leur fonction.

En Cisjordanie, deux jours après l'adoption de la loi interdisant l'UNRWA, des bulldozers israéliens ont partiellement détruit le bureau de UNRWA dans le camp de réfugiés de Nur Shams, à Tulkarem. « *Le bureau ne peut plus être utilisé. C'était le point central pour la fourniture de services de base à plus de 14 000 réfugiés palestiniens dans le camp, y compris l'éducation des enfants, les soins de santé, l'assainissement et la protection sociale.* »⁴

Par ailleurs, au Liban, Israël s'est attaqué à la Finul, la force intérimaire des Nations Unies au Liban : cinq Casques bleus de l'ONU ont été blessés alors que les forces israéliennes ont délibérément infligé des dégâts aux positions de l'ONU proches de la « Ligne bleue ».

En conclusion, puisqu'Israël ne respecte aucune des résolutions de l'ONU, qu'il vilipende l'ONU, qu'il blesse ou tue des employés des institutions onusiennes et détruit des bâtiments onusiens, qu'il interdit l'accès de son territoire à ses fonctionnaires ou ses rapporteurs et insulte son Secrétaire général, l'ONU se doit de répondre et à tout le moins, de suspendre la participation d'Israël à ses organes. Comme l'Assemblée générale l'avait fait en son temps pour l'Afrique du Sud⁵.

1/ "U.N. commission accuses Israel of obstructing Oct. 7 probe", Reuters, 16 avril 2024

2/ « Le chef de la diplomatie israélienne qualifie l'ONU d'organisation "antisémite" », AFP, 23 mars 2024

3/ " 'Reprehensible': UN slams Israeli spokesman's comments on UNRWA chief", aljazeera.com, 18 juillet 2024

4/ « Guerre au Proche-Orient : l'Unrwa dénonce la destruction au bulldozer de son bureau au camp Nur Shams en Cisjordanie », rtbf.be, 1er novembre 2024

5/ Mehdi Hassan, "Israel is a rogue nation. It should be removed from the United Nations", The Guardian, 15 octobre 2024



/
Colonne de réfugiés
fuyant le camp de réfugié
de Jabalia,
12 octobre 2024

© Wafa

LES MINISTRES D'EXTRÊME DROITE BEN GVR ET SMOTRICH SONT TRÈS CLAIRS : ILS PRÔNENT L'ÉVACUATION DE LA POPULATION DE GAZA ET LA RECOLONISATION DU TERRITOIRE.

NETTOYAGE ETHNIQUE

D'après Oxfam, fin novembre, entre 50 000 et 75 000 personnes étaient « piégées dans la région sans accès à de la nourriture, à de l'eau ou à l'électricité. Israël les considère comme des combattants car elles n'ont pas quitté la zone ou n'ont pas pu le faire. Il est impossible de savoir combien de personnes sont mortes, notamment de malnutrition. »

Quant au général de brigade, Itzik Cohen, il a déclaré début novembre qu'il n'était pas « question d'autoriser les habitants du nord de la bande de Gaza à rentrer chez eux » et que, si l'aide humanitaire serait autorisée dans le sud du territoire, elle ne le serait pas dans le nord car il n'y a « plus de civils » ! (sous-entendu : il ne reste que des terroristes du Hamas).

Famine organisée, hôpitaux mis hors service, bombardements/tirs d'artillerie/mitraille de la population, massacre de civils, rasage des maisons, déportation des hommes par les forces armées, interdiction de tout retour : tous les éléments d'un nettoyage ethnique sont en place. De nombreuses instances l'ont dit et répété mais la plus belle confirmation vient d'en être donnée par Moshe Yaalon, ancien chef d'état-major et ministre de la Défense, un faucon du Likoud (le parti de Benyamin Netanyahu), qui a déclaré qu'Israël commettait un nettoyage ethnique dans la bande de Gaza. « La route sur laquelle on est entraînés, c'est la conquête, l'annexion et le nettoyage ethnique. »¹ On ne peut être plus clair.

Aujourd'hui, il est évident que le « plan des généraux » a été activé. Voici comment le

présente son auteur, le major général à la retraite Giora Eiland : « En une semaine, tout le territoire du nord de la bande de Gaza deviendra un territoire militaire. Et ce territoire militaire, en ce qui nous concerne, ne recevra aucun ravitaillement. C'est pourquoi les 5000 terroristes qui se trouvent dans cette position peuvent soit se rendre, soit mourir de faim. »² Pour lui, toute personne qui restera dans la zone sera une cible légitime. Ce qui est déjà le cas.

ANNEXER LE NORD ?

Israël a coupé la bande de Gaza en deux en créant un axe routier, le corridor de Netzarim, qui s'étend de la frontière de Gaza avec Israël à la Méditerranée. Cet axe lui permet de mener facilement des raids dans le nord et le centre de la bande de Gaza, d'acheminer l'aide humanitaire (?) et surtout de contrôler ou empêcher tous les mouvements de population entre le nord et le sud (checkpoints). D'après un article du *Haaretz*³, après d'importants travaux de terrassement, il ne s'agit plus d'une route mais d'une vaste zone désertifiée : environ 600 bâtiments palestiniens, résidentiels ou autres, ont été détruits⁴. De plus, plusieurs dizaines de bases militaires ont été construites et le corridor a été élargi, allant jusqu'au quartier Zeitoun, à Gaza City au nord, et jusqu'à la rivière du Wadi Gaza au sud, soit une superficie d'environ 47 km².

Le corridor de Netzarim ressemble donc à une réelle frontière qui isole le nord, Gaza City compris, et le rattache directement à Israël. Les infrastructures mises en place laissent penser que l'armée en tout cas y restera encore longtemps.

POUR RE-COLONISER ?

« Lorsque vous voyez les routes qui sont pavées ici, il est clair qu'elles ne sont pas destinées aux manœuvres terrestres ou aux raids des troupes dans divers endroits. Ces routes mènent, entre autres, aux endroits d'où certaines colonies ont été évacuées. Je n'ai pas connaissance d'une quelconque intention de les reconstruire, ce n'est pas quelque chose que l'on nous dit explicitement. Mais tout le monde comprend où cela va nous mener. »⁵ Telle est la constatation d'un officier d'une brigade qui combat à Gaza.

Bien sûr, Netanyahu se défend de vouloir une recolonisation de la bande de Gaza. Néanmoins, les colons les plus radicaux ne cessent d'étendre leur influence et la participation massive de membres et de ministres du Likoud aux conférences organisées par le mouvement de colons extrémiste, Nachala, avec pour objectif de recoloniser la bande de Gaza, donne à penser que les intentions du gouvernement sont différentes. Les ministres d'extrême droite Ben Gvir et Smotrich, quant à eux, sont très clairs : ils prônent l'évacuation de la population de Gaza et la recolonisation du territoire.

Des ministres de haut rang, ainsi que des membres du Likoud, le parti du Premier ministre Benjamin Netanyahu, ont eux-mêmes appelé à la réimplantation de colonies juives dans la bande de Gaza lors de la conférence organisée en octobre par le mouvement de colons, Nachala. Une conférence au titre explicite : « *Préparer la colonisation de Gaza* » au cours de laquelle Daniella Weiss, la fondatrice de Nachala, a annoncé que 700 familles étaient déjà prêtes à s'installer à Gaza. Il est vrai qu'avec le ministre du Logement et de la Construction, Yitzchak Goldknopf, elle avait pu effectuer une visite dans la région du corridor de Netzarim afin de repérer des sites pour d'éventuelles nouvelles implantations⁶.

Lors d'une précédente conférence qu'elle avait organisée, une carte géante de Gaza affichée au mur indiquait les emplacements hypothétiques des nouvelles colonies ; chacune d'elle disposait d'un stand où les futurs colons pouvaient s'inscrire⁷. Les organisateurs avaient également exposé une carte de la nouvelle ville de Gaza, avec de nouveaux noms hébreux pour les quartiers.

Que ce soit pour Daniella Weiss, Smotrich, Ben Gvir ou des membres du Likoud, le motto est le même : vider autant que possible la bande de Gaza de ses habitants et s'y réinstaller.

L'heure n'est pas encore à la recolonisation mais il est évident que la bande de Gaza sera ré-occupée militairement, au moins temporairement : l'étendue des travaux effectués sur le terrain (routes, bases militaires super équipées, etc.) le laisse penser et le refus israélien d'une future administration de la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne en renforce l'hypothèse.

1/ « Gaza : selon l'ancien ministre israélien de la Défense, l'armée a mené un "nettoyage ethnique" dans la bande de Gaza », rtbf.be, 30 novembre 2024

2/ « Guerre Israël-Gaza : se rendre ou mourir de faim, le plan militaire qui menace le nord de la bande de Gaza », rtbf.be, 15 octobre 2024

3/ Yaniv Kubovich et Avi Scharf, "IDF Gearing Up to Remain in Gaza Until End of 2025, at Least. This Is What It Looks Like", Haaretz, 13 novembre 2024

4/ « Tsahal a construit une dizaine de bases autour de Netzarim, à Gaza, depuis septembre – NYT », fr.timesofisrael.com, 2 décembre 2024

5/ *loc.cit.*

6/ Mera Aladam, "Israeli settler leader 'visited Gaza' to scout settlement locations", middleeasteye.net, 18 novembre 2024

7/ Oren Ziv, "Turning Zeitoun into Shivat Zion: Israeli summit envisions Gaza resettlement", +972 Magazine, 30 janvier 2024

/
Siège de la CPI
à La Haye
© Oliver de la Haye



|| S'IL EST PEU PROBABLE QUE NETANYAHOU ET GALLANT SOIENT REMIS À LA COUR DANS L'IMMÉDIAT, CETTE DÉCISION N'EN EST PAS MOINS HISTORIQUE ET MARQUE UN TOURNANT DANS LA LONGUE QUÊTE DE JUSTICE DES PALESTINIENS. ||

La décision de la CPI n'en est pas moins historique et ce, à plusieurs égards. Tout d'abord, il s'agit d'une grande première dans son histoire : elle émet des mandats d'arrêt à l'égard d'alliés des États occidentaux, réaffirmant ainsi son indépendance. Historique, encore, car elle marque l'aboutissement d'un chemin vers la justice que la Palestine aura longtemps cherché en vain². On assiste, enfin, à tout le moins symboliquement, à la fin de l'impunité dont jouissent les dirigeants israéliens, ce qui place les soutiens inconditionnels d'Israël face à leurs responsabilités.

UNE COUR SOUS PRESSION

Sans surprise, Tel-Aviv a vertement critiqué la Cour, qualifiant les juges d'antisémites, un classique réservé à toute institution internationale qui ose pointer ses violations du droit international (lire article page 20). Dans un communiqué pour le moins sommaire, les États-Unis ont, quant à eux, rappelé leur soutien inconditionnel à Israël tout en disqualifiant le travail de la Cour, sans plus d'explications. Ces réactions ne sont guère surprenantes et s'inscrivent dans la droite ligne de leurs politiques respectives vis-à-vis de la CPI. Israël avait ainsi qualifié de « terrorisme légal » la première tentative d'adhésion de la Palestine au statut de Rome en 2009³. Le Guardian a récemment révélé les pressions et menaces exercées sur l'ancienne procureure de la Cour, Fatou Bensouda, afin que celle-ci abandonne l'enquête préliminaire sur les allégations de crimes de guerre en territoires palestiniens⁴. Les États-Unis sont tout aussi connus pour leurs campagnes de dénigrement à l'égard de la CPI, dont la dernière victime est le procureur Karim Khan. Leur activisme diplomatique aurait même amené certains États donateurs à conditionner leur participation financière au travail de la Cour à l'absence de mandats contre les dirigeants israéliens⁵...

La plupart des États parties – dont la Belgique – ont toutefois pris acte de la décision de la CPI et se sont engagés à collaborer à sa mise en œuvre. La CPI ne disposant pas d'un pouvoir de contrainte propre, celle-ci est en effet dépendante des États parties qui, en vertu de l'article 27 du Statut de Rome, se doivent de collaborer avec elle. Lesdits États ont donc désormais l'obligation d'arrêter et de remettre à la Cour les individus visés par ces mandats s'ils devaient se trouver sous leur juridiction.

VOUS AVEZ DIT DEUX POIDS DEUX MESURES ?

Certains États parties ont toutefois adopté une position différente, rejetant parfois purement et simplement la décision de la Cour – comme la Hongrie – ou en remettant en question la légalité d'une telle collaboration au regard du droit international – comme ce fut le cas de la France. La position de cette dernière est particulièrement audacieuse – elle s'était réjouie du mandat contre le président russe – et surfe de façon malhonnête sur un vieux débat juridique. La France prétend en effet que s'il y a bien une obligation de collaboration avec la Cour, elle ne peut se faire au détriment de l'immunité des chefs d'État en fonction.

Ce faisant, Paris relance une controverse pourtant tranchée depuis par la Cour elle-même. La question s'était en effet posée lors de l'émission d'un mandat d'arrêt de la CPI contre Omar Al-Bachir lorsqu'il était encore président de la République du Soudan. L'Afrique du Sud avait ainsi refusé de l'arrêter au nom de l'immunité des chefs d'État, suivie ensuite en cela par la Jordanie. La Cour a toutefois mis fin à la discussion en concluant à la violation de ses obligations par cette dernière. Plus récemment, la Cour a confirmé sa jurisprudence en adoptant les mêmes conclusions à l'égard de

la Mongolie et son refus d'exécuter le mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine alors que celui-ci se trouvait sur son territoire. Notons que la France avait alors accueilli positivement la dernière décision de la Cour. Son argumentation apparaît ainsi purement opportuniste.

UNE DÉCISION HISTORIQUE QUI MARQUE UN TOURNANT DANS LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ

Malgré les pressions exercées contre elle, la CPI a prouvé son indépendance tout en réaffirmant son rôle dans la lutte contre l'impunité. Et s'il est peu probable que Netanyahu et Gallant soient remis à la Cour dans l'immédiat, cette décision n'en est pas moins historique et marque un tournant dans la longue quête de justice des Palestiniens. Dans un avis rendu l'été dernier, la Cour internationale de justice a également

confirmé l'illégalité de l'occupation israélienne. Ces décisions rendent ainsi les relations avec Tel-Aviv de plus en plus difficiles à justifier – on pense particulièrement au commerce des armes – et l'appel à des sanctions contre Israël s'en trouve aussi conforté. Enfin, les juges nationaux pourraient être encouragés à se saisir d'affaires relatives à des crimes de guerre ou au crime de génocide présentées par des victimes palestiniennes.

1/ CPI, Situation en Palestine, disponible sur icc-cpi.int

2/ François Dubuisson, « La décision de la Cour pénale internationale pour les crimes commis en Palestine, une étape décisive ? », *Orient XXI*, 4 mars 2021

3/ Nicolas Boeglin, « Gaza / Israël : à propos des mandats d'arrêt délivrés par la Cour Pénale Internationale (CPI) », dipublico.org, 21 novembre 2024

4/ Harry Davis, "Revealed: Israeli spy chief 'threatened' ICC prosecutor over war crimes inquiry", *The Guardian*, 28 mai 2024

5/ Nicolas Boeglin, *op.cit.*

Plainte contre un Belgo-Israélien membre d'un "escadron de la mort" à Gaza

Le 17 octobre 2024, l'Association belgo-palestinienne a déposé plainte au pénal contre le citoyen belge A.B., membre de l'armée israélienne dans une unité de tireurs d'élite, active à Gaza depuis octobre 2023. L'existence de ce véritable « escadron de la mort », tirant sur des civils en détresse à Gaza, opérant sous le nom de *Ghost Unit – Refaim* (fantome en hébreu), a été révélé par le journaliste palestinien Younis Tirawi, dont le résumé des investigations a été relayé dans le journal *De Morgen* le 9 octobre 2024.

Par cette démarche, l'ABP entend rappeler à la Belgique qu'il y a une responsabilité des États tiers de tout mettre en œuvre pour faire respecter le droit international, qui doit plus que jamais demeurer la boussole de notre humanité commune pour mettre fin à la guerre, à l'occupation et à la colonisation. C'est dans cette optique que l'ABP avait déjà déposé plainte en 2019 contre une responsable belge d'un mouvement de colons israéliens en Cisjordanie.

TRANSITION EN DOUCEUR A WASHINGTON...



PROJECTION DE LA PUISSANCE ÉTATSUNIENNE

Sur quoi repose cette « raison d'État » qui peut donc conduire un président à mettre sa propre survie politique en péril ? Allié fidèle et puissant, Israël est un maillon essentiel d'un réseau complexe de bases et d'infrastructures au service de la force de déploiement rapide des États-Unis autour des deuxièmes réserves pétrolières et gazières mondiales. La « relation spéciale », selon l'expression de John F. Kennedy, contribue ainsi à s'assurer de leur contrôle et de l'acheminement des « pétrodollars » vers les États-Unis. « *Israël est le plus grand porte-avions de l'Amérique, il est insubmersible, il ne transporte aucun soldat américain et il est situé dans une région cruciale pour la sécurité nationale des États-Unis.* » résuma un jour le Président Ronald Reagan. Les États-Unis peuvent, outre sa puissance militaire, compter sur l'accès à son secteur des technologies de pointe et à ses services de renseignements qui en font « les yeux et les oreilles de l'Amérique »⁵.

Rempart contre quiconque serait tenté de contester l'hégémonie des États-Unis (comme,

historiquement, les régimes panarabistes ou sous influence soviétique), Israël leur sert aussi de supplétif pour des missions qu'ils ne sont pas en mesure d'assumer politiquement. Israël a ainsi fourni des armes au dictateur du Nicaragua Somosa dans les années 1970 et à la junte guatémaltèque de Rios Montt en 1982-1983. Plus récemment, en 2020, les États-Unis ont financé l'obtention, par le gouvernement de droite colombien, du logiciel espion israélien Pegasus.

COLLUSION DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL

Si le montant du soutien militaire à Israël ne souffre pratiquement d'aucune contestation sur la scène politique nationale, c'est également en raison de la puissance du secteur de l'armement étatsunien. Celui-ci est passé maître dans l'art de s'attirer les faveurs des élus en répartissant ses unités de production à travers le pays, ce qui lui permet d'exercer un chantage à l'emploi et à la croissance auprès d'eux et des décideurs⁶. Il peut aussi compter sur sa proximité avec le Pentagone et le département d'État, aidé par la

II DURANT SA LONGUE CARRIÈRE DE SÉNATEUR, JOE BIDEN AURAIT ÉTÉ L'UN DES ÉLUS LES PLUS FINANCÉS PAR LES ORGANISATIONS PRO-ISRAÉLIENNES. II

fréquente pratique du « revolving door » (« pan-toufflage »), à savoir les aller-retour entre secteurs public et privé, laquelle n'épargne pas l'administration Biden⁷. Ces conflits d'intérêts évidents posent d'autant question qu'une large partie des fournitures d'armes et munitions est tenue secrète⁸.

Selon le Financial Times, les 15 plus grandes multinationales de défense du monde enregistreront un flux de trésorerie disponible de 52 milliards de dollars en 2026 (presque le double du montant de 2021), dont 26 milliards de dollars reviendront à cinq entreprises étatsuniennes.

Si ces résultats s'expliquent également par l'approvisionnement à Taiwan et à l'Ukraine, la longue tradition d'aide étatsunienne à Israël en fait un partenaire de choix pour le secteur. Pour les développeurs étatsuniens, il constitue du reste un véritable laboratoire de recherche et de démonstration pour d'autres marchés d'exportation.

LE POIDS DU LOBBYING PRO-ISRAÉLIEN

Autre sphère déterminante dans les orientations de la politique étrangère des États-Unis : le réseau pro-israélien, dont l'émanation la plus puissante est l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac). L'organisation s'attache en particulier à faire et défaire les candidats selon leur fidélité ou leur hostilité supposées à Israël. Lors du dernier cycle électoral, l'Aipac a ainsi investi des montants inédits pour repeindre en antisémites la très propalestinienne aile gauche du parti démocrate.

Le soutien bipartisan pour le gouvernement israélien qui en résulte contribue à le préserver de toute critique. « *Le fait est que l'Aipac, agent de facto d'un gouvernement étranger, a une emprise sur le Congrès, avec pour conséquence que la politique américaine envers Israël n'y est pas débattue* » expliquaient Stephen Walt et John Mearsheimer dans le livre « *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine* » paru avec

fracas en 2006. Des propos appuyés par Barack Obama qui, dans ses mémoires sorties en 2020, regrette que le travail de l'Aipac rende impossible toute réflexion sur l'alliance entre exécutifs américains et israéliens « *même quand les agissements du second entraînent en contradiction avec la politique du premier* »⁹.

Durant sa longue carrière de sénateur, Joe Biden aurait été l'un des élus les plus financés par les organisations pro-israéliennes¹⁰. Un investissement plus que rentable, au regard de sa conduite de la guerre de Gaza.

LES RAISONS IDÉOLOGIQUES

Mentionnons, enfin, la forte identification des États-Uniens à Israël, de par l'importante similitude de leurs mythes fondateurs. La liste des parallèles entre les deux récits nationaux est à cet égard significative : « exceptionnalisme américain » et « armée la plus morale du monde » ; « leader du monde libre » et « seule démocratie du Moyen-Orient » ; « destinée manifeste » qui a légitimé la colonisation de l'Ouest et « conquête de la terre » inhérente au projet sioniste. En négatif, cette identification dessine les contours de l'impensé colonial de l'imaginaire collectif étatsunien, que constituent la dépossession ou l'extermination de la population indigène et une politique étrangère peu en phase avec une quelconque des « valeurs » professées.

Pour une partie de l'opinion, convaincue de la supériorité de l'Occident, Israël incarne par ailleurs la pointe avancée des « Lumières contre la barbarie », dans une perspective de « choc des civilisations ». Israël en a particulièrement et abondamment joué depuis les années 2000 et la « guerre contre le terrorisme ». « *Chacun a son Ben Laden, le nôtre s'appelle Arafat* » disait Ariel Sharon en 2001. Si ce narratif caricatural tend à s'estomper à mesure que progresse la sympathie pour la cause palestinienne, le soutien à Israël

s'est en revanche renforcé au sein de l'électorat républicain. Les évangélistes, en particulier, représentent près de 30% de l'électorat et considèrent ainsi que le « retour à Sion » hâtera la venue du messie. Face à l'hostilité grandissante des Juifs étatsuniens pour le gouvernement israélien, ce dernier estime désormais que cette communauté est son meilleur relais. Et qu'importe si, pour les « sionistes chrétiens », les Juifs sont voués à se convertir ou à griller en enfer...

UNE IDYLLE EN PÉRIL ?

L'offensive à Gaza a toutefois nourri les critiques contre cette relation privilégiée. « *Une superpuissance fait ce qu'elle estime être dans son intérêt et ses partenaires dans la région s'adaptent. L'administration Biden, en revanche, agit comme un chien remué par sa propre queue* » déplorait le 4 octobre dernier Andrew Exum dans *The Atlantic*. Parmi les objectifs menacés par la « guerre sans fin » de Netanyahu, la stabilité de la navigation en mer Rouge, lourdement perturbée par les attaques des Houthis du Yémen en solidarité avec les Palestiniens.

Il en va de même de la question palestinienne, clé de la pacification régionale, que l'inconditionnalité de l'aide états-unienne autorise Israël à enterrer sur le terrain. « *Quelle incitation Israël rencontre-t-il à changer de cap lorsque l'État le plus puissant du monde refuse de conditionner ses niveaux profonds de soutien politique, économique et militaire ?* » interroge ainsi le 22 mars dernier le chercheur John Hoffman du Cato Institute. La perte de centralité du Moyen-Orient pour les États-Unis, aujourd'hui pratiquement autosuffisants sur le plan énergétique, et désormais tournés vers l'Asie, peut, elle aussi, amoindrir l'intérêt stratégique de l'alliance avec Israël.

L'influence du lobbying pro-israélien sur les sphères dirigeantes pourrait par ailleurs être mise à mal par le basculement de l'électorat démocrate

en faveur des Palestiniens¹¹. Même son emprise sur le camp conservateur présente des signes de fractures, avant tout de son tournant isolationniste. Le 21 mai dernier, le très trumpiste député du Kentucky Thomas Maissie a ainsi remporté une victoire éclatante aux primaires malgré d'importants moyens déployés par l'Aipac contre lui en raison de ses votes contre le soutien à Israël. Un fait anecdotique, au regard de l'ancrage massivement pro-israélien des républicains, mais qui contribue à laisser penser qu'aussi solide que soit la « relation spéciale », elle n'en est pas pour autant vouée à rester immuable.

1/ Notamment en déplaçant l'ambassade étatsunienne à Jérusalem, en considérant que la colonisation de la Cisjordanie est légale ou encore en entérinant l'annexion du Golan.

2/ Valentin Dauchot, « *Guerre Hamas – Israël : "Le jour où Joe Biden dit "c'est fini", Israël cesse de bombarder dans les trois jours, faute de munitions"* », La Libre, 21 décembre 2023

3/ Brett Murphy, « *Israel Deliberately Blocked Humanitarian Aid to Gaza, Two Government Bodies Concluded*. Antony Blinken Rejected Them », ProPublica, 24 septembre 2024

4/ Rachel Fink, « *New Evidence Reveals Netanyahu's Relentless Efforts to Block Hostage Deal, Report Shows* », Haaretz, 19 septembre 2024

5/ Selon les termes du sénateur républicain Lindsey Graham

6/ Linda J. Bilmes, William D. Hartung, and Stephen Semler, « *United States Spending on Israel's Military Operations and Related U.S. Operations in the Region, October 7, 2023 – September 30, 2024* », Watson Institute for International & Public Affairs - Brown University, 7 octobre 2024

7/ Ainsi, son ministre de la Défense Lloyd Austin est un ancien administrateur de Raytheon, un sous-traitant militaire qui coproduit des éléments du « Dôme de fer », le système anti-missiles israélien. Le secrétaire d'État Anthony Blinken a, quant à lui, co-fondé WestExec Advisors, une société de fournitures militaires qui a travaillé avec des sociétés israéliennes, et a conseillé le géant de l'aéronautique Boeing, autre pourvoyeur d'armes majeur à Israël.

8/ Ken Klippenstein, « *U.S. Weapons Transfers to Israel Shrouded in Secrecy — but Not Ukraine* », The Intercept, 7 novembre 2023

9/ Baudouin Loos, « *Elections américaines : dans l'ombre, le lobby pro-israël joue un rôle efficace* », Le Soir, 25 octobre 2024

10/ Matt Spetalnick, Jeff Mason, Steve Holland et Patricia Zengerle, « *"I am a Zionist": How Joe Biden's lifelong bond with Israel shapes war policy* », Reuters, 21 octobre 2023

11/ Lydia Saad, « *Democrats' Sympathies in Middle East Shift to Palestinians* », news.gallup.com, 16 mars 2023



MOHAMMAD SABAANEH

30

SECONDES À

GAZA

PRÉFACE DE
ILAN PAPPÉ



TRADUIT DE L'ARABE
PAR MARIANNE BABUT

Al Fanar

MESOGEA

ALIFBATA ◆

|| CE QUI SE PASSE À GAZA REJOINT CE QUI S'EST PASSÉ À GUERNICA EN 1937. ||



Maghreb et du Moyen-Orient. » Mohammad Sabaaneh ajoute que faire vivre de tels romans graphiques, ou même simplement tout travail artistique palestinien à travers le monde, permet par un autre biais de faire évoluer le discours et de donner vie au narratif palestinien.

Car Mohammad Sabaaneh le sait : le gouvernement de Netanyahu maîtrise parfaitement sa communication. L'illustrateur insiste sur la déshumanisation de son peuple par Israël. Les Palestiniens seraient des « animaux humains » et non des « êtres humains ». Il ajoute que c'est d'ailleurs leur plus importante campagne d'endoctrinement depuis le début de cette guerre, en octobre 2023, et que son travail consiste justement à redonner leur humanité aux victimes du génocide. « Nous avons une culture, un héritage, nous manions l'art... et nous devons nous en servir pour démanteler la propagande israélienne. C'est notre rôle à nous, artistes et intellectuel-les palestinien-nes. Et c'est une manière efficace de toucher des gens partout dans le monde. »

Si Mohammad Sabaaneh a choisi d'appeler son livre « 30 secondes à Gaza », c'est parce que c'est la durée moyenne du temps de visionnage des

vidéos envoyées depuis l'enclave palestinienne. Trente secondes d'horreur et de violence, de famine et de mort, reçues par dizaines, voire par milliers, via nos réseaux dits sociaux.

LE POIDS DES IMAGES

Quand on l'interroge sur la différence entre une image réelle (et pourtant inconcevable) et un dessin de cette même situation, pour comprendre laquelle a le plus d'impact, il répond : « Mes dessins, c'est mon interprétation des faits. J'y ajoute une opinion, mes sentiments. Je choisis un moment précis, comme un enfant en pleurs qui cherche sa mère dans un hôpital en ruines. Et à l'inverse des vidéos publiées sur les réseaux sociaux, ils ne sont pas censurés. Aujourd'hui, vous avez plein de comptes qui ont été bloqués, de contenus qui ont été supprimés, d'images qu'on ne pourra plus jamais retrouver. Mon travail est visible. Voilà la différence. Mais mes illustrations n'ont certainement pas plus d'impact que des images filmées sur place. » Le dessinateur explique que plusieurs artistes ou journalistes publient leur quotidien sur Internet, au travers de récits sur leurs histoires de famille ou de leurs créations graphiques. Et Mohammad voulait contribuer à sa manière à ces récits. « Je n'ai pas fait cette BD



juste pour publier un livre. Je l'ai faite pour faire entendre leurs voix. »

Quant au style adopté pour dépeindre cette réalité, Mohammad Sabaaneh assume pleinement avoir choisi de faire appel aux caractéristiques du cubisme et à une des plus célèbres toiles arborant éléments géométriques et découpe de formes agressives : *Guernica* (de Picasso, peintre aujourd'hui largement décrié et contesté pour ses agissements cruels envers les femmes).

« L'allusion était volontaire. En choisissant la référence à cette oeuvre, je voulais connecter les atrocités que nous vivons à d'autres événements historiques. Ce qui se passe à Gaza rejoint ce qui s'est passé à Guernica en 1937, pendant l'entre-deux-guerres. »

Il reste néanmoins une once d'optimisme chez Mohammad Sabaaneh, quand il parle de l'impact de ce génocide sur nos sociétés occidentales : *« C'est peut-être parce que j'ai eu la chance de voyager à travers différents pays que j'ai pu constater l'élan de solidarité face au génocide à Gaza, que j'ai vu la ferveur et le soutien à la cause palestinienne, particulièrement en Europe, alors que peu de gens connaissaient réellement les*



tenants et les aboutissants de notre histoire auparavant. »

Mais il ne se voit pas pour autant quitter sa terre natale et vivre au sein de l'Union européenne.

Quelques minutes à l'écoute de la voix de Mohammad Sabaaneh ont suffi à vouloir le rencontrer en personne, à admirer son travail de près. Sa dernière œuvre avant *« 30 secondes à Gaza »* s'intitulait *« Je ne partirai pas »*, un roman graphique puissant raconté depuis le point de vue d'un prisonnier, viscéralement relié à l'histoire de son pays et aux petites anecdotes que lui rapporte quotidiennement un oiseau (ou comment faire se rencontrer injustice et poésie). *« Le 7 octobre 2023, j'étais en Italie. C'était mon dernier jour de tournée pour ce livre. Mes ami-es m'ont demandé de ne pas rentrer et de demander l'asile en Europe. Je suis retourné en Palestine et j'ai dû y faire face aux violences israéliennes. Là, je viens à nouveau de voyager pour faire la promotion de ma nouvelle BD. Et je suis à nouveau reparti chez moi, en Palestine. Voilà ma réponse, elle tient dans ce retour. Je me battrais sur mon territoire, pour mon territoire. Je résisterai par mon art et par mes dessins. »*



© Antonin Moriau

poursuit ses incursions depuis 2002 au point de produire des traumatismes spécifiques aux habitants du camp de Jénine.

Continuer le travail malgré la violence environnante est le second défi, particulièrement pour le personnel et pour les mamans.

SES LIENS AVEC LE CPJPO (partenaire luxembourgeois de l'ABP)

C'est en 2004 que le Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient (CPJPO) a découvert l'existence de NTF, au cours de sa 1^{ère} mission civile en Palestine. Puis en 2006, NTF et le CPJPO ont organisé un premier « séminaire des parties prenantes » en vue de détecter, avec tous les acteurs locaux à Jénine, les problèmes et les besoins non satisfaits auxquels les habitants du camp faisaient face, de les analyser ensemble, de dégager des hypothèses de solutions puis des priorités d'action.

Depuis 2010, NTF est régulièrement soutenue par le ministère luxembourgeois de la Coopération (entre 75% et 80% des budgets des projets) et le CPJPO (de 20% à 25% selon les cas).

Le CPJPO rencontre régulièrement NTF lors de ses missions civiles d'observation.

UN ESPACE POUR UN INSTANT DE PAIX POUR LES ENFANTS ET LES MÈRES DU CAMP DE RÉFUGIÉS DE JÉNINE.

Mostaham Salameh,
coordinatrice de *Not to Forget*

Comment la soutenir ?



Il y a deux moyens de soutenir les habitants du camp de Jénine :

- > Rendre visite à *Not to Forget* et manifester sa solidarité sur place en participant à une mission civile, notamment celles organisées par l'ABP ou le CPJPO ;
- > Soutenir financièrement les projets que NTF réalise avec l'intervention du CPJPO, du ministère luxembourgeois de la Coopération et d'autres partenaires, et qui bénéficient largement à toute la communauté du camp (16 000 habitants). Le CPJPO doit collecter pour ce faire en moyenne 30 000 €/année de projet.

Votre contribution financière, grande ou petite, est vitale, l'essentiel étant cependant de participer d'une manière ou d'une autre à des actions de solidarité pour une paix juste en Palestine.

Vous pouvez verser un don sur le compte du CPJPO qui sera reversé intégralement à NTF : IBAN LU09.0019.2855.6791.9000

Code BIC : BCEELULL

Communication :

SOUTIEN À NOT TO FORGET JÉNINE





Le Livre noir de Gaza

textes réunis et présentés par Agnès Levallois, préface de Rony Brauman, Éditions du Seuil, octobre 2024, 272 pages



« Jusqu'au 6 octobre 2023, à en croire de nombreux commentateurs, la situation était calme », nous rappelle Rony Brauman, « période calme étant généralement entendue comme une période pendant laquelle il n'y a pas de morts israéliens. » Ce qui n'empêche ni l'étouffement de Gaza, ni, en Cisjordanie, le harcèlement des colons (passés de 116 000 lors des accords d'Oslo à 700 000 aujourd'hui), ni les destructions de récoltes, de maisons, les assassinats, les arrestations arbitraires et on en passe.

La violence de la réaction israélienne à l'attaque du 7 octobre a débouché sur un conflit hors norme, que ce soit par le nombre de kilotonnes d'explosifs utilisés par Israël – selon *Euro-Med Human Rights Monitor*, l'armée israélienne en a largué plus que le tonnage des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, par le nombre de civils tués, par la destruction des hôpitaux, par le blocus médiatique imposé par Israël et par le nombre de journalistes, de personnels de santé et d'humanitaires assassinés.

« Aucune population n'a subi des bombardements d'une telle intensité, aucune guerre récente n'a tué autant d'enfants, aucun massacre n'a reçu un tel soutien de la part de pays démocratiques. »

D'où la nécessité de ce livre qui, basé sur les rapports des ONG internationales et sur des enquêtes d'experts, se propose de présenter les faits et leur lien au droit de la guerre et au droit international. Pour Agnès Levallois, coordinatrice de ces témoignages indispensables, « nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas. »

Agnès Levallois est vice-présidente de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient (IreMMO) et chargée de cours à Science Po.



Notre vision pour la libération

Des personnalités palestiniennes s'expriment

présentation de Ramzy Baroud, journaliste, analyste, chercheur et Ilan Pappé, écrivain, chercheur, universitaire israélien établi en Grande-Bretagne, Éditions La Guillotine, septembre 2024, 488 pages



Trente personnalités palestiniennes – en majorité des femmes – racontent leur histoire, leur pays, leur résistance et leur foi en une Palestine libre. Ce recueil de textes, tous passionnants, pourrait s'intituler, selon le mot d'Edward Saïd, « *Les Palestiniens ont cessé de demander la permission de raconter.* » « *La narration a été au cœur de notre résistance collective* », nous explique l'écrivaine Randa Abdel-Fattah.

Impossible de résumer ici ce livre, ni même d'énumérer les nombreux sujets abordés. On y trouve aussi bien une analyse, par Jamal Juma, de BDS comme ciment de l'unité palestinienne qu'un examen, par la grande psychiatre Samah Jabr, des rapports entre thérapie et développement de la conscience critique.

Farah Nabulsi, réalisatrice, développe l'idée de la libération par le cinéma. « *Bénis soient ceux qui résistent* », proclame le Père Manuel Mousallam, qui fut le curé catholique de plusieurs paroisses, notamment à Gaza. « *Pas d'avenir sans mémoire* » : Anuar Majluf Issa nous conte l'étonnant parcours des Palestiniens du Chili, notamment à travers l'histoire d'un grand club de football de Santiago, le Deportivo Palestino.

Dans sa postface, Ramzy Baroud nous invite à lire ce livre « *comme le début d'une réflexion avant-gardiste sur la Palestine, menée par des intellectuels palestiniens engagés, dont l'allégeance ne va pas à un parti politique (...) mais au peuple palestinien lui-même.* »



Contre l'antisémitisme et ses instrumentalizations

par Judith Butler, Ariella Aïsha Azoulay, Sebastian Budgen, Leandros Fisher, Maxime Benatouil, Houria Bouteldja, Françoise Vergès, Frédéric Lordon, Naomi Klein, La fabrique éditions, octobre 2024, 250 pages



Dans cet ouvrage collectif, des voix juives et non juives analysent la façon dont les faux procès en antisémitisme servent à délégitimer toute expression de solidarité avec le peuple palestinien.

Judith Butler revient en détail sur la censure dans les milieux académiques.

Ariella Aïsha Azoulay, qui se revendique comme Juive palestinienne, explique que l'Occident a pu remettre la Palestine aux sionistes, « à la condition que désormais les Palestiniens, et par extension les Arabes et les musulmans, deviennent leurs ennemis et que les sionistes mènent le combat contre eux. »

Sebastian Budgen décrypte la campagne de haine qu'a subie Jeremy Corbyn dès son arrivée à la tête du *Labour*.

Une autre chasse aux sorcières se déroule en Allemagne où, comme l'explique **Leandros Fischer**, l'antisémitisme serait importé par les immigrés musulmans. On tente ainsi de leur transférer la responsabilité du génocide juif !

Ces deux auteurs soulignent aussi le rôle de l'« anti-antisémitisme » comme machine de guerre contre une gauche susceptible de défier l'ordre capitaliste : une évidence dans le cas de Corbyn, comme dans la charge contre les musulmans qui constituent aujourd'hui en Allemagne une large partie de la classe ouvrière.

Dans un autre registre, **Maxime Benatouil** démontre brillamment que le sionisme est incompatible avec la gauche et l'antiracisme. Schizo-phrènes, les sionistes de gauche « murmurent un soutien de principe au peuple palestinien » tout en refusant de lutter pour que tombe le régime de suprématie juive qui s'étend du Jourdain à la Méditerranée : c'est particulièrement vrai dès qu'il est question du droit au retour.

Houria Bouteldja propose de « rendre les Juifs à l'Histoire », ce qui implique, entre autres choses, de démasquer l'hypocrisie du prétendu philosémitisme. Celui-ci impose aux Juifs de rester « sages et loyaux (...) S'il leur venait à l'idée de contester le rôle de caution qui leur est assigné, alors la sentence tomberait aussi sec. »

François Vergès dénonce l'*artwashing*, c'est-à-dire la culture utilisée par Israël pour promouvoir ses objectifs politiques.

Pour **Frédéric Lordon**, Israël réalise le fantasme absolu des dominants : « dominer en étant innocent. »

Naomi Klein constate que le sionisme est une fausse idole que trop de Juifs continuent à adorer.

Une lecture parfois exigeante, mais indispensable.

AVANT QU'IL NE RESTE QUE DU SANG

STOP GENOCIDE

MANIFESTATION
NATIONALE
26.01 - 14H
GARE DU NORD

